

Zeitschrift: Revue syndicale suisse : organe de l'Union syndicale suisse
Herausgeber: Union syndicale suisse
Band: 8 (1916)
Heft: 4

Rubrik: Mouvement syndical international

Nutzungsbedingungen

Die ETH-Bibliothek ist die Anbieterin der digitalisierten Zeitschriften. Sie besitzt keine Urheberrechte an den Zeitschriften und ist nicht verantwortlich für deren Inhalte. Die Rechte liegen in der Regel bei den Herausgebern beziehungsweise den externen Rechteinhabern. [Siehe Rechtliche Hinweise.](#)

Conditions d'utilisation

L'ETH Library est le fournisseur des revues numérisées. Elle ne détient aucun droit d'auteur sur les revues et n'est pas responsable de leur contenu. En règle générale, les droits sont détenus par les éditeurs ou les détenteurs de droits externes. [Voir Informations légales.](#)

Terms of use

The ETH Library is the provider of the digitised journals. It does not own any copyrights to the journals and is not responsible for their content. The rights usually lie with the publishers or the external rights holders. [See Legal notice.](#)

Download PDF: 29.11.2024

ETH-Bibliothek Zürich, E-Periodica, <https://www.e-periodica.ch>

guerre à l'état de paix, nous devons de nouveau nous attendre à des perturbations assez considérables. Malheureusement, toutes les branches ne bénéficièrent pas également de cette évolution favorable. Pour les collègues lithographes mercantiles et les opérateurs de photochromie, tout particulièrement, la situation restait assez critique durant toute l'année. Bien qu'en général, comme nous l'avons déjà dit, les conditions s'amélioreraient assez sensiblement pour nos collègues, ceux-ci durent tout de même endurer assez de misères et de privations. De nos 950 membres inscrits, en moyenne, 150 environ se trouvèrent à la guerre dans leur « patrie » respective et à peu près de 50 à 75 étaient constamment sous les armes en Suisse. Mais, en dépit du départ de nombreux ouvriers et du nombre relativement grand des jours de maladie secourus, la fédération a quand même dépensé 26,000 francs de secours de chômage, malgré le taux réduit de ce secours; ce fait constitue donc une preuve indéniable qu'une grande partie de nos membres étaient durement éprouvés par la défaveur de l'époque. En face des autres malheurs encore bien plus terribles, nous ne faisons que mentionner ici le renchérissement devenant toujours plus sensible. En tout cas, ceux qui n'ont souffert ni de la guerre, ni du service militaire, ni du chômage, ont tout lieu d'être satisfaits en comparaison de ceux qui, pendant l'exercice, ont éprouvé des pertes de ce chef. Et, uniquement par rapport au paiement des cotisations ordinaires et supplémentaires, personne ne souhaitera sérieusement un changement.

« En prenant en considération tous ces faits, nous pouvons nous réjouir sincèrement que, pendant l'exercice qui, du premier au dernier jour, subissait les influences de la guerre, notre fédération ait été à même de verser plus de 60,000 fr. pour secours divers. Le fait que les 600 collègues, venant en considération en moyenne par année pour le paiement des cotisations ordinaires et supplémentaires, aient contribué à ce résultat magnifique par le versement de 22,000 fr. en cotisations supplémentaires, constitue une belle œuvre qui confère à notre organisation une haute valeur morale. Car, en fin de compte, nous avons prouvé par là que dans des circonstances pénibles aussi nous sommes à même d'exercer de la solidarité pratique. A notre grande satisfaction, l'année passée, notre organisation a fait ses preuves non seulement sur le terrain du service des secours, mais, ce qui est encore bien plus important, également dans le domaine syndical. Malgré les temps critiques et les sacrifices financiers faits pour secours depuis le commencement de la guerre, lors de l'expiration de la convention professionnelle, à la fin de l'année, elle a quand

même réussi à réaliser quelques améliorations qui sont dans l'intérêt des collègues comme aussi dans celui de l'ensemble de notre industrie.»

Au bilan, nous relevons que les dépenses de cette fédération pour 1915 chiffrent par fr. 79,534.56, tandis que les recettes ascendent à fr. 92,550.50, ce qui constitue le superbe excédent — pour la période troublée que nous traversons — de fr. 13,015.94. Au 31 décembre 1915, la fortune de la Fédération des lithographes se montait à fr. 248,246.34 (260 fr. par membre environ).

Leur congrès.

Convoqué à Lausanne, pour les 23 et 24 avril dernier, l'assemblée réunissait 27 délégués représentant 939 membres et quelques délégués d'autres fédérations des arts graphiques et de l'Union suisse des fédérations syndicales.

Les comptes annuels furent adoptés sans grandes observations. Seuls les dépôts d'argent placés à l'Union suisse des sociétés de consommation ont soulevé quelques critiques, en raison de l'accusation portée contre l'U. S. S. C. qui aurait, paraît-il, souscrit à l'emprunt de guerre allemand. Les explications fournies ont d'emblée donné satisfaction aux réclamants.

Une enquête faite à l'assemblée même révèle que la promesse des délégués patronaux, du 22 février 1916, d'engager tous les patrons à accorder un supplément en raison du renchérissement de la vie, n'a pas encore reçu, sauf dans quelques cas, son application. Le comité central est chargé de revoir cette question et de lui trouver la solution que chacun attend.

Le rapport annuel est adopté, après une longue discussion au sujet de certaines situations existantes dans la section de Genève.

Le secours en cas d'invalidité a été augmenté avec application à partir du 1^{er} juillet.

Berne est confirmé comme section centrale, et Bâle est désigné comme section vérificatrice des comptes.

La prochaine assemblée des délégués se tiendra à Neuchâtel.



Mouvement syndical international.

L'Union internationale des ouvriers sur bois pendant la guerre

La déclaration de la guerre mondiale atteignit l'U. I. au moment où elle faisait ses derniers préparatifs pour le Congrès international des ouvriers sur bois qui devait se réunir le 20 août 1914 à Vienne. Au dernier moment, le congrès dut être contremandé.

De tous les groupements internationaux existants, l'Union internationale des ouvriers sur bois avait atteint la plus large extension; elle ne groupait pas moins de 47 fédérations s'étendant à plus de 25 pays. Peu avant la guerre encore, la Russie et les Etats-Unis d'Amérique s'étaient affiliés avec une fédération chacun, de même la grande Fédération anglaise des menuisiers et charpentiers, dont les sections s'étendaient également, à part la Grande-Bretagne, à l'Amérique, au Canada, à la Nouvelle-Zélande, à l'Australie, à l'Amérique du Sud. Les pays d'Europe sont presque tous affiliés à l'U. I., soit: la Belgique, la Bosnie et l'Herzégovine, la Bulgarie, le Danemark, l'Allemagne, la Finlande, la France, la Grande-Bretagne, la Hollande, la Croatie-Slavonie, le Luxembourg, la Norvège, l'Autriche, la Roumanie, la Russie, la Suède, la Suisse, la Serbie, l'Espagne et la Hongrie. Peu avant la guerre, l'Italie avait quitté, car la Fédération italienne des ouvriers sur bois s'était dissoute.

La base sûre et solide que l'U. I. s'était créée dès sa fondation en 1909 et après dix années d'activité ne permettait aucunement de douter de la nécessité de maintenir son existence pendant la guerre aussi. Dans une déclaration que le secrétaire international publia en septembre 1914, soit immédiatement après la déclaration de la guerre, il insista auprès des ouvriers sur bois de tous les pays, leur demandant de rester exempt des excitations chauvines malgré l'amour pour leur patrie, et par-dessus tout, de maintenir leurs organisations et de préserver la solidarité internationale de la classe ouvrière.

Il est évident que la longue durée de la guerre ait eu pour conséquences une forte réduction de l'activité du secrétariat international. Les entraves des communications publiques et avec l'étranger et quelques fois leur arrêt complet, alourdirent dans une grande mesure les relations avec les fédérations affiliées. Malgré tout, ces relations ont continuellement été maintenues. En premier lieu par le *Bulletin* de l'U. I. qui a été publié pendant toute la guerre sans interruption et qui a été envoyé aux fédérations de tous les pays comme avant. L'envoi dans les pays belligérants se fait indirectement via Amsterdam, Copenhague ou Zurich. Dans ces trois villes principales des pays neutres de Hollande, du Danemark et de Suisse, les comités centraux des fédérations de ces pays servirent de la façon la plus amicale d'intermédiaire pour les relations du secrétariat international. C'est par la même voie que le secrétaire reçoit des communiqués écrits ou imprimés de France ou d'Angleterre.

Ce n'est pas seulement, dans les pays belligérants, mais aussi chez les neutres que les fédérations eurent beaucoup à souffrir des effets de la

guerre. Les effectifs ont fortement reculé par suite de la mobilisation et par d'autres pertes. Cependant, on peut constater avec plaisir que les fédérations de tous les pays, bien qu'affaiblies, ont néanmoins pu subsister jusqu'ici. Il faut espérer qu'il en sera de même pendant toute la durée de la guerre et au delà. Cet espoir est d'autant plus justifié qu'il est hors de doute qu'après la guerre, de grandes et lourdes tâches incomberont aux syndicats de tous les pays et qui ne pourront être remplies dans l'intérêt des ouvriers que par de grandes et fortes organisations.

Nous pouvons renoncer à publier les statistiques annuelles d'usage pour l'année 1915 sur l'effectif des diverses fédérations, leur développement financier, l'étendue et les succès des mouvements de salaire. Pendant la durée de la guerre, les statistiques de ce genre ne donneraient que des résultats absolument incomplets.

Une proposition de la Fédération américaine du Travail

L'*American Federation of Labor* (la C. G. T. des Etats-Unis) a, le 26 mars dernier, envoyé un appel aux organisations ouvrières de tous les pays, les invitant à se rendre au Congrès syndical international qui devrait se tenir, à la fin de la guerre, en même temps et à la même place que la Conférence de la paix.

La proposition en faveur de la tenue de ce congrès émane du comité exécutif de l'*American Federation of Labor*. Elle fut approuvée par le congrès national de l'année dernière, réuni à San-Francisco.

La fédération américaine estime qu'il serait de la plus grande utilité de demander aux délégués officiels des pays belligérants, au moment de la signature de la paix, de ne pas prendre des décisions concernant la vie des travailleurs sans consulter les représentants autorisés de la classe ouvrière organisée:

« Dans les autres pays — dit l'appel — toutes les pensées sont absorbées par les problèmes immédiats de la vie quotidienne — problèmes tellement urgents que tout le reste doit passer au second plan. Nous nous rendons parfaitement compte de l'anxiété avec laquelle nos camarades ouvriers d'Europe attendent les conséquences de la lutte qui se poursuit en ce moment sur les champs de bataille et des résultats définitifs de la guerre.

Nous envisageons les importantes questions qui découlent de l'objet pour lequel les hommes versent leur sang et donnent leur vie. Nous aussi nous avons dû faire face à des problèmes nationaux provoqués par la guerre. C'est pourquoi maintenant nous voudrions essayer de faire surgir des horreurs de la lutte, des souffrances et des

destructions produites par elle, plus de liberté et plus de protection pour ceux qui réalisent le travail dans le monde: les ouvriers de tous les pays.»

L'appel termine en disant que c'est le devoir de tous les travailleurs qui ont conscience de leur valeur et de leur dignité de demander à la Conférence de la paix de tenir compte des intérêts des prolétaires dans les décisions qu'elle devra prendre.

Divers

Ceux qui ne souffrent pas de la guerre

Nous sommes arrivés à l'époque où les grandes entreprises industrielles et financières publient le résultat du dernier exercice. Cela nous vaut un défilé de chiffres très intéressants. On voit que la guerre ne ruine pas tout le monde, et que les affaires, somme toute, ne vont pas trop mal... pour ceux qui ont la chance d'avoir de bons papiers dans leur portefeuille.

Les Câbles électriques de Cortaillod donnent un dividende de 30 % pour 1915, les Produits chimiques Sandoz, à Bâle, 25 %, les Chocolats Peter, Cailler et Kohler, 16 %, l'Institut de sérum et vaccin, à Berne, 15 %, l'Anglo-Swiss Biscuit Co, 14 %, etc., etc.

La « Nestlé and Anglo-Swiss Condensed Milk Company » bat le record. Elle a réalisé en 1915 un modeste bénéfice de 16,402,481 francs, ce qui lui permet, après avoir opéré un versement très convenable au fonds de réserve, de répartir à ses actionnaires un dividende de 25 %. Comme ils ont touché 24 % en 1914, ces heureux actionnaires auront touché, en deux ans de guerre, à peu près la moitié du capital engagé.

Tout cela est fort beau. Mais les pauvres bougres qui comptent par modestes pièces de cent sous, ont le droit de trouver qu'il est tout de même un peu extraordinaire qu'on puisse gagner 16 millions par an en condensant du lait, alors que nous sommes obligés de payer le beurre — quand on en trouve — à un prix de famine.

L'Etat fait appel, pour boucler ses déficits, à des milliers de pauvres diables obligés de se serrer la ceinture, chaque jour d'un cran... Ne serait-il pas plus juste et plus logique de mettre le grappin sur une partie des bénéfices fantastiques réalisés, grâce à la guerre, par d'aussi opulentes entreprises?

Influence de la guerre sur l'émigration en Amérique

Il est compréhensible que la guerre ait arrêté le courant de l'émigration vers l'Amérique. Pour la première fois, le chiffre des départs dépasse celui des arrivées. Tandis qu'en moyenne l'émigra-

tion annuelle atteignait un million, en 1913 par exemple 1,187,892, elle ne fut qu'à peine de 200,000 pour les douze premiers mois de guerre. Ce chiffre reste bien inférieur à celui des départs du pays et ne s'étend qu'à une infime partie des nouveaux arrivants. L'émigration italienne qui habituellement prend la plus grande part, se réduisit de plus de 80 pour cent et ne fut évidemment limitée qu'aux personnes libérées des obligations militaires. On compte qu'au total les États-Unis auront perdu jusqu'au printemps 1916 environ un million de personnes, par suite de départs et d'arrivées insuffisantes, causés par la guerre. Il est naturel que l'opinion soit vivement occupée par la question de savoir si le recul se maintiendra après la guerre et de l'influence qu'elle aura sur le marché du travail américain. Les uns pensent avec le *New York Times* qu'après la guerre les pays européens seront bien trop épuisés pour entrer en concurrence avec le marché du travail américain avec ses salaires élevés. D'autres pensent avec le *Scribners Magazine* et la *New-Yorker Volkszeitung* que les États européens chercheront de tout leur pouvoir, également par des interdictions d'émigration, à maintenir la main-d'œuvre pour recréer les industries privées et l'ensemble des entreprises économiques détruites par la guerre. Se prononçant sur cette question, on forme de divers côtés des désirs et des vœux qui ne se rendent pas compte de la complexité du problème. Car les choses sont fort différentes selon les pays en cause. Ils différeront encore bien plus après la guerre. Ce qui est significatif, c'est qu'en Italie où le problème est une question vitale pour le prolétariat, on n'arrive même pas à une unité de vue sur l'appréciation des avantages ou des désavantages de l'émigration.

En 1914, 33,041 émigrants furent refusés, ne remplissant pas les exigences, contre 19,938 l'année précédente. Furent expulsés ou extradés 4616 contre 3461 en 1913. En général, la moitié des émigrants ont de 14 à 45 ans, environ un quart ont moins de 14 ans et l'autre quart ont plus de 45 ans. En 1913, les illettrés formaient le 26,2 pour cent des émigrants il y en eut moins en 1914, soit le 24 pour cent. Durant ces dernières années, la plus grande partie des émigrants provenaient des pays sud-européens et de la Russie. Venait en premier lieu l'Italie, puis la Russie, l'Autriche, l'Espagne. La seule émigration du nord de l'Europe qui est d'une certaine importance provenait de la Scandinavie et de l'Angleterre. La participation de la France fut très faible, ainsi que de la Belgique, l'Allemagne entre à peine en considération durant ces vingt dernières années; au contraire, les retours au pays ont dépassé l'émigration.